

POLITIQUE INDUSTRIELLE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

Luxembourg, le 2 mars 2023 – À l'occasion de sa réunion du 28 février, le Conseil d'administration de la FEDIL s'est occupé des récentes évolutions en matière de politique industrielle, tant sur le plan européen que national.

Il a pris acte des pistes d'action proposées par la Commission européenne dans son « Green Deal Industrial Plan » qui touchent à la lourdeur et à la durée des procédures administratives, à l'accès au financement, aux besoins de requalification des travailleurs et à la question de l'accès aux matières premières, toutes liées à l'agenda de la décarbonation. Même si les enjeux identifiés par l'exécutif européen sont pertinents, on ne peut présumer que ce plan débouchera rapidement sur des résultats concrets et complets dans l'intérêt de l'industrie européenne. En attendant, nos industries intensives en énergie accusent un désavantage sérieux par rapport à leurs concurrents internationaux en termes de compétitivité-coût. Contrairement à la copie européenne, le plan américain, connu sous l'appellation « US Inflation Reduction Act », définit d'emblée une articulation entre la politique climatique et le développement des capacités industrielles susceptibles de contribuer avec succès à la réalisation des objectifs de cette politique.

S'agissant de la politique industrielle nationale, les responsables de la FEDIL saluent les travaux menés au niveau du Haut-Comité pour l'Industrie pour contribuer à la future stratégie de développement manufacturier et technologique au Luxembourg. Cependant, il y a aussi des doutes quant à la capacité de notre pays à poursuivre localement une politique industrielle active. Outre certains aspects directement liés à l'industrie, tels que la disponibilité et le coût de l'énergie ou la disponibilité de terrains industriels, une attention particulière doit être accordée dans ce contexte aux difficultés croissantes d'attrait et de rétention de la main-d'œuvre sur notre marché du travail atypique. Ces difficultés trouvent leur origine essentiellement dans la pénurie et le coût de logements. Fort de ce constat et soucieux d'éviter un ralentissement non-souhaitable de l'activité dans l'important secteur domestique de la construction, le Conseil d'administration de la FEDIL lance un appel aux responsables politiques d'enlever les freins politiques à l'investissement privé dans le logement et de dynamiser l'action publique dans ce même domaine.

Soucieuse de mettre en avant-plan l'avenir de l'industrie, la FEDIL organisera à

We are the Voice of Luxembourg's Industry

la rentrée d'automne un « Industry Day », où des responsables politiques, industriels, experts et scientifiques débattront des sujets qui influenceront le futur développement économique dans ce secteur d'activité.

